

Macron : un faux candidat anti-système.

Article rédigé par *Jean-Luc Tari*, le 12 janvier 2017

[Source : Nouvelles de France]

Emmanuel Macron est le 3ème homme de la présidentielle dans un sondage récent.

Il apparait de plus en plus comme un compétiteur sérieux. Il a créé le mouvement politique « En marche » pour le soutenir. Il a manifestement trouvé des capitaux pour financer sa campagne présidentielle. Ses réunions publiques sont des succès. Dans son dernier meeting à Clermont-Ferrand, Emmanuel Macron s'est présenté en « seul rempart à l'esprit de haine et aux extrêmes ». Toutefois son programme politique reste flou. Lors de son meeting auvergnat, il a promis 10 points de charges patronales en moins pour tous les emplois au SMIC.

Emmanuel Macron se présente comme un homme neuf. Il n'appartient pas au club des politiciens professionnels. Il a travaillé dans une banque d'affaires avant de faire de la politique. Il a quitté le gouvernement socialiste. Il apparait ainsi comme l'homme du renouveau et il insuffle un peu d'air frais dans un monde replié sur lui-même. Pourtant il est surtout un homme du système. Il est énarque et inspecteur des finances. Il a été secrétaire général adjoint à l'Élysée avant d'être nommé ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

La gauche se prétend l'ennemie de la finance pendant les campagnes électorales mais en réalité elle est sa meilleure alliée. En effet, la gauche et la finance partagent un même objectif : toujours plus de libéralisme sociétal et migratoire. Le grand capital souhaite un monde sans frontières afin de favoriser les flux migratoires. Ils permettent de disposer d'une main d'œuvre bon marché et de limiter les revendications salariales. La gauche croit que la société multiculturelle est le nouveau paradis post-communiste. Ainsi les deux alliés sont d'accord pour ouvrir les frontières et déréguler les marchés.

Néanmoins la gauche française n'arrive pas à atteindre les objectifs de libéralisation dictés par la commission de Bruxelles. En effet, la France ne parvient pas à respecter le seuil de 3% de déficit budgétaire autorisé. La commission peut imposer des pénalités à la France. A la suite de discussions, la commission a accepté un délai supplémentaire mais le gouvernement français devait libéraliser le marché du travail. La loi Travail votée sous le gouvernement socialiste est la conséquence de ces tractations. Avec cet exemple, il apparait clairement que les gouvernants français sont des marionnettes aux ordres de la commission, elle-même sous influence de la finance internationale. Les socialistes sont les larbins de la finance apatriote.

Toutefois la gauche reste la mieux placée pour bernier les Français. Elle cultive une tradition de lutte des classes qui permet d'abuser les électeurs les plus naïfs. Le grand capital souhaite une société de consommateurs hédonistes afin d'écouler plus facilement des produits standardisés à l'échelle planétaire. L'idéologie politiquement correcte de la gauche fabrique des individus sans racines et sans repères afin de

faciliter le métissage avec les immigrés. Cette fabrication de zombies sans passé et sans avenir convient bien aux puissances d'argent qui veulent un monde sans différences culturelles. Les révolutionnaires anticapitalistes d'antan sont devenus les laquais du grand capital.

La candidature Macron démontre l'insatisfaction de la finance cosmopolite concernant les réalisations libérales de la gauche française. La finance apatride estime qu'il faut faire élire l'un des leurs car les apparatchiks socialistes sont incapables de faire passer les réformes libérales. Pour la première fois, un membre de l'oligarchie financière sort de l'ombre et se propose de faire le travail à la place des politiciens discrédités.